

L'hon. M. CHAPLIN: Le blé est-il si cher qu'ils ne peuvent en acheter?

M. YOUNG (Weyburn): Non, ils sont trop pauvres pour s'en procurer. Voilà la conséquence de la politique adoptée par presque tous les pays du monde, pour ainsi dire, politique toute à l'avantage du producteur, au détriment du consommateur. Le remède? Il n'y en a qu'un, rétablir les prix selon la bourse du consommateur. Mon honorable ami a dit que la dépression constatée aux Etats-Unis provient de l'avènement de la machine.

L'hon. M. BENNETT: Et de la production en série.

M. YOUNG (Weyburn): La machine, et ce que l'on appelle la production en série, ont déplacé la main-d'œuvre sans affaiblir la production. L'on s'est dispensé d'un certain nombre de mains. Ce qui devait s'ensuivre alors c'était une diminution des prix; une diminution correspondant à la réduction des frais de production, ce qui eût accru la faculté d'achat, et, donc, la demande, et conséquemment l'emploi, de quelque autre manière, de la main-d'œuvre congédiée par suite du changement dans la méthode de fabrication. Ce n'est pas ce que l'on a fait. L'on s'est efforcé de maintenir les prix jusqu'à ce que le chômage ait ruiné la demande. Voilà l'explication du chômage en tant qu'attribuable aux changements de méthodes de fabrication. A cela, il n'existe pas d'autre remède que la diminution des prix, qui stimulerait l'achat, et rendrait l'activité à l'industrie.

M. MACDOUGALL: Si le remède est dans la diminution des prix, pourquoi ne pas vendre meilleur marché le blé emmagasiné dans l'Ouest, disons 25c. le boisseau?

M. YOUNG (Weyburn): Je comprends où veut en venir mon honorable ami. Pourquoi, dit-il, ne pas vendre votre produit meilleur marché que tout autre? A mon sens cela ne remédierait pas à la situation.

M. MACDOUGALL: Non, mais ce serait appliquer logiquement votre théorie.

M. YOUNG (Weyburn): Qu'est-ce qui maintient les prix élevés? Il ne sert de rien de diminuer le prix d'un article si vous ne faites pas de même pour tous. Qu'est-ce qui maintient élevé le prix d'un article? Le régime général des droits de douane. Il faudrait un système qui abaissât les prix à un chiffre accessible à tout le monde. L'on parle de reviser le traité australien. L'année dernière, nos importations d'Australie se sont élevées à \$3,000,500, et nos exportations, à

\$19,420,000. Le droit de douane sur ce commerce nous a rapporté \$133,770. L'Australie ne produit guère de choses susceptibles de faire concurrence à nos produits, et ce que nous y vendons ne nuit guère non plus à sa production: pourquoi pas le libre-échange entre les deux pays? Ce serait un commencement dans le sens du libre-échange inter-impérial, que préconise mon honorable ami (M. Fansher) dans sa résolution demandant l'extension de la préférence britannique. L'industrie canadienne n'en souffrirait pas, les deux pays en bénéficieraient et le revenu y perdrait peu.

M. F. W. GERSHAW (Medicine Hat): Je désire employer quelques minutes à exposer ce que je crois être l'avis de la population que je représente. Une entente permanente avec un honorable député m'interdit de voter en son absence, mais je voudrais apporter mon appui à l'amendement proposé par mon honorable ami d'Acadia (M. Gardiner).

On l'a dit à satiété, l'agriculture, notre industrie fondamentale, est actuellement dans une situation critique. Je crois que tous les cultivateurs canadiens abandonneraient la terre s'ils trouvaient à disposer de leurs biens. Dans l'impossibilité où ils en sont, il leur faut se tirer d'affaire le mieux possible. Je n'ai pas besoin de répéter ce qui a été dit ni d'insister sur ce point particulier. On sait que notre récolte de grain normale est de 500 millions de boisseaux. Chaque homme, femme et enfant consomme à peu près cinq boisseaux par an, de sorte que nous avons de quoi alimenter 100 millions d'individus. Or, notre pays n'a que 10 millions d'habitants. On peut en dire autant jusqu'à un certain point de la viande et du fromage et de beaucoup d'autres produits. A l'heure actuelle, il y a surproduction sur toute la ligne, et les cultivateurs en souffrent; peut-être plus dans le sud de l'Alberta qu'ailleurs, car là on a voulu faire la culture du grain en grand. Cela a mal tourné, et maintenant on y essaie la culture mixte et l'élevage du mouton.

Il a été clairement établi que ce traité offre un débouché aux produits de manufactures; il rend service à ces industries. Mais on n'a point prouvé que le cultivateur en bénéficie, qu'il rend service à l'agriculture, grande industrie fondamentale, qui a grandement besoin d'aide. Non seulement, il ne lui est d'aucun profit, mais il l'embarrasse. On a souvent dit que nous devrions régler nos affaires à notre manière; aussi, je me permets de signaler cette situation au Gouvernement, afin que dans les pourparlers à venir il connaisse quelques-uns des désavantages contre lesquels la grande industrie agricole est obligée de lutter actuellement.

[M. Young (Weyburn).]